

NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE

W^{with} WIN WOMEN

STRENGTHEN POLITICAL PARTIES



PLAN D'ACTION MONDIAL

GAGNER AVEC LES FEMMES : RENFORCER LES PARTIS POLITIQUES

Aujourd'hui, le monde gaspille de précieuses ressources. Des dizaines de milliers de femmes talentueuses sont prêtes à exercer leurs compétences professionnelles dans la vie publique. Parallèlement, elles sont spectaculairement sous-représentées parmi les dirigeants de la classe politique mondiale.

Les partis politiques (passage obligé pour accéder à des fonctions officielles) sont le tremplin qui permettra aux femmes de participer pleinement à la vie politique. Il ne suffit pas que les partis créent des sections féminines ou placent les femmes en fin de liste électorale ; ils doivent leur offrir les moyens d'accéder à de hautes fonctions.

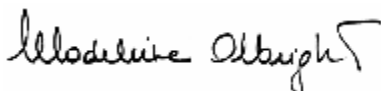
Les 9 et 10 décembre 2003, le National Democratic Institute (NDI) a rassemblé à Washington un groupe de travail international composé de femmes dirigeantes de partis politiques, venues de 27 pays. Ensemble, elles ont exploré la possibilité d'instaurer, au sein des partis politiques, des mécanismes susceptibles d'accroître les chances offertes aux femmes. Ce rassemblement, intitulé « Forum Mondial 2003 - Gagner avec les femmes, renforcer les partis politiques », a tenté d'ouvrir des voies que les femmes pourront emprunter pour contribuer à l'avenir de leur pays.

Le Forum s'est penché sur les structures des partis politiques qui ont facilité l'ascension des femmes à de hautes fonctions, le recrutement de candidates et les programmes de formation, les initiatives de sensibilisation réussies, les collectes de fonds et les opportunités de communication, leur donnant ainsi le moyen d'influer sur les politiques publiques. Fortes de cet examen, les déléguées du Forum ont ensuite élaboré un « Plan d'action mondial » comprenant des recommandations qui bénéficieront aux femmes aussi bien qu'aux partis politiques, ces derniers gagnant à devenir des organisations plus ouvertes à tous et donc plus attractives.

La particularité du présent Plan d'action mondial réside dans le fait qu'il est exclusivement ciblé sur les partis politiques. La participation des femmes au processus démocratique est indispensable à la réforme, au renouveau et à la modernisation des partis politiques. Nous encourageons les partis à lancer de vraies réformes qui ouvriront leur direction aux femmes, ainsi que le recommande le Plan d'action mondial. En offrant des recommandations pratiques susceptibles d'être adoptées par les partis pour favoriser la participation des femmes, le Plan d'action mondial pourrait bien marquer le point de départ de réformes mettant en avant la promotion des femmes. Il peut contribuer à appuyer les initiatives des partis politiques souhaitant devenir des organisations plus représentatives et plus crédibles.

Le 10 décembre, Journée internationale des Droits de l'Homme, les trente-six premières signataires ont officiellement lancé le Plan d'action mondial et se sont engagées à le promouvoir dans leur parti et leur pays. C'est en le faisant connaître et en le distribuant que nous espérons accroître le nombre de signataires et donner un élan supplémentaire à l'initiative « Gagner avec les femmes ».

Les partis politiques et les associations de la société civile peuvent officiellement s'engager à mettre en œuvre le Plan d'action mondial en allant sur notre site Internet www.winwithwomen.ndi.org. Rien ne nous ferait plus plaisir que d'accepter votre participation active et votre partenariat dans le cadre de cette importante initiative.



Madeleine K. Albright
Présidente du NDI

PLAN D'ACTION MONDIAL

GAGNER AVEC LES FEMMES : RENFORCER LES PARTIS POLITIQUES

Nous, les dirigeants de partis politiques, affirmons notre engagement envers un développement démocratique dynamique et des partis politiques forts. Nous sommes convaincus que ces objectifs ne pourront pas être atteints sans une contribution significative des femmes. De même, nous affirmons que les partis politiques doivent faciliter l'accès des femmes à la politique et à de hautes fonctions, et ainsi devenir plus ouverts à tous, plus transparents et représentatifs. Les partis politiques sont des organismes uniques qui défendent les intérêts de l'opinion publique et cherchent à ce que leurs candidats soient élus à des fonctions officielles pour promouvoir des politiques représentatives de ces mêmes intérêts. Ils représentent également un terrain d'apprentissage idéal pour les futurs dirigeants de l'Etat et sont le lieu idéal où défendre l'égalité des droits et des chances des femmes dans la société.

De nos jours, de nombreux partis politiques se lancent dans des réformes nécessaires car ils doivent relever des défis toujours plus nombreux, comme par exemple l'apathie de l'opinion publique ou encore leur crédibilité et leur pertinence face aux préoccupations des populations. La participation politique des femmes est essentielle à la réalisation de tels progrès. Certains partis politiques oeuvrent avec diligence pour que les femmes soient plus nombreuses à voter, diriger des partis, militer et se présenter aux élections. Nous saluons les dirigeants de partis qui nous appuient ; leur action est la clé de la réussite d'une telle initiative. Sur le plan mondial, toutefois, l'égalité reste un objectif qui est loin d'être atteint. Dans nombre de partis et de pays, les femmes restent en majorité exclues des cercles du pouvoir. Dans certains pays, les femmes n'ont pas le droit de vote et ne peuvent se présenter aux élections. Les femmes

représentent plus de 50% de la population, mais elles n'occupent que 15% des postes de la fonction publique.

Nous, les dirigeants des partis politiques, sommes déterminés à œuvrer au sein de nos partis pour lever les obstacles qui s'opposent à une participation pleine et entière des femmes à la vie politique. Nous nous engageons également à instaurer une culture politique mondiale qui appuie nos efforts, grâce à des partenariats avec la société civile et à une collaboration avec les médias. Nos partis doivent poursuivre les initiatives en cours et les accélérer pour tendre la main aux électrices, recruter des femmes et assurer leur formation pour qu'elles deviennent militantes, candidates et cadres de parti ; procurer des ressources aux candidates et veiller à ce que les candidats et les candidates soient traités sur un pied d'égalité. Les partis politiques doivent aussi sensibiliser l'opinion publique à l'importance de l'égalité hommes/femmes dans la vie publique.

Parallèlement, une participation accrue des femmes joue aussi un rôle crucial dans les initiatives de lutte contre la corruption et stabilise la société sur le plan politique, renforce la crédibilité et assure la continuité des partis politiques. Nous pensons également que la participation des femmes renforcera la responsabilité, la transparence et l'intégrité des partis politiques. Des analyses récentes montrent qu'avec un accroissement du nombre de femmes dans la vie politique et sociale, la corruption diminue. Plus les femmes sont nombreuses dans la vie politique (en tant qu'électrices, dirigeantes de partis ou hautes fonctionnaires de l'Etat), plus la politique publique reflète les préoccupations des femmes et leur point de vue.

Nous appuyons trois documents essentiels qui instaurent des normes internationales en matière d'égalité entre hommes et femmes, et

prônent l'égalité des femmes et des hommes dans la vie politique et publique : la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes (CEDAW), la Plateforme d'action des Nations Unies de Beijing, et la Résolution 1325

du Conseil de sécurité des Nations Unies. Lorsque nous débattons ensemble de la façon dont les obstacles à une participation entière peuvent être levés, nous nous focaliserons sur les thèmes suivants :

1

Lever les obstacles à la participation des femmes à la vie politique, notamment les restrictions relatives au vote et à la candidature des femmes.

- Abolir toutes les restrictions qui s'opposent au traitement égalitaire des femmes et des hommes en matière de vote et de candidature aux élections, sauf lorsqu'il s'agit de mesures temporaires facilitant la participation des femmes à la vie politique.
- Instaurer une politique de tolérance zéro pour toute forme de violence politique, particulièrement la violence et le harcèlement à l'encontre des électrices, des militantes et des dirigeantes de partis.
- Garantir la sécurité physique des militantes, des candidates et des élues en créant des refuges où les femmes politiques et leurs familles peuvent se réfugier lorsqu'elles reçoivent des menaces.
- Créer des mécanismes de soutien et de protection des femmes une fois que celles-ci ont acquis une certaine notoriété sur la scène politique ou sont en fonction. Apprendre aux femmes à répondre aux attaques dont elles ou leur famille font l'objet dans les médias. Créer des réseaux pour les aider à réagir immédiatement à de tels incidents.

2

Accroître le nombre de femmes élues à des fonctions officielles à l'échelle nationale, provinciale et locale.

- Intégrer la promotion des candidatures féminines à la politique officielle des partis politiques. Encourager les femmes à se présenter aux élections nationales, régionales et locales grâce à la création de plans stratégiques visant à recruter, former et soutenir les candidatures féminines.
- Recruter des candidates à des fonctions officielles en zone urbaine et rurale.
- Envisager des mécanismes de promotion des candidates et des élues, notamment placer des femmes en tête de liste et présenter des femmes dans des circonscriptions qu'elles ont des chances de remporter. Les quotas, dans certains cas, peuvent jouer un rôle important, notamment dans les situations où les femmes ont été virtuellement écartées de la scène politique.
- Engager des fonds suffisants pour les candidatures féminines. Les candidats et les candidates ayant des chances égales d'être élus devraient avoir le même accès aux ressources du parti.
- Enseigner aux femmes à faire campagne et assurer leur formation sur divers plans : élaboration de politique générale, techniques de débat, établissement de contacts, plaidoyer, prise de parole en public, leadership, médias, militantisme de base, planification stratégique, confiance en soi et levée de fonds. Inclure une formation sur les messages et les médias qui aident les femmes à apparaître sûres d'elles, à s'exprimer clairement et être bien préparées.

- Mettre à jour une base de données de femmes qualifiées susceptibles d'être élues ou nommées à des fonctions officielles.
- Aider les candidates à maîtriser des connaissances dans des domaines généralement dominés par les hommes, notamment l'élaboration du budget et les affaires étrangères, pour qu'elles puissent aborder tous les problèmes politiques.
- Mettre sur pied des programmes prévoyant que des personnalités politiques chevronnées jouent un rôle de mentors et servent de modèles (au plan national aussi bien qu'international) aux femmes souhaitant se présenter, aux candidates et aux nouvelles élues. Encourager les femmes et les hommes à servir de mentors à des dirigeantes émergentes, en particulier sur la question de l'avancement des femmes, à l'intérieur comme à l'extérieur des partis.
- Savoir reconnaître et tirer avantage des événements favorables à une plus grande participation des femmes, à savoir : transitions politiques, processus de paix, réformes électorales, etc. Les femmes leader doivent saisir ces occasions pour promouvoir les réformes.
- Quand cela est possible, s'appuyer sur des instruments et des conventions internationales pour obtenir que la représentation et la participation des femmes soient soutenues dans le pays.
- Tisser des liens solides avec les associations de la société civile afin d'appuyer les campagnes de sensibilisation favorables à la représentation des femmes.
- Sensibiliser les journalistes à l'importance de la place des femmes dans la politique et la gouvernance.

- Aider les candidates dans la recherche de moyens de communication innovateurs et créatifs lorsqu'elles sont confrontées à des obstacles structurels bloquant leur accès aux médias, comme dans le cas des médias d'Etat.
- Appuyer les initiatives des candidates qui cherchent à suivre des formations en dehors des partis et à trouver des organisations défendant leurs valeurs et susceptibles de les aider à communiquer leur message.

3

Veiller à ce que les partis politiques accueillent des femmes parmi leurs dirigeants et à ce qu'elles soient représentées en nombre suffisant.

- Veiller à ce que les femmes soient correctement représentées dans les instances de décision du parti et à la direction du parti.
- Mettre sur pied des plans de campagne recommandant une masse critique d'au moins 30% de femmes au sein des partis politiques. Ces plans doivent veiller à ce que les femmes figurent en bonne place sur les listes de candidats et soient présentes à la direction et dans les organes de décision du parti.
- Intégrer les questions spécifiques aux femmes dans le programme du parti. Œuvrer de concert avec les dirigeants des partis (hommes et femmes) pour débattre des problèmes reflétant les préoccupations et les priorités des électrices.
- Sensibiliser les adhérents des partis politiques à l'importance d'une inclusion des femmes à la direction politique des partis.

- Créer une commission en charge de l'égalité des chances (organe de contrôle et de mise en œuvre) qui veillera à ce que les statuts du parti se rapportant à l'égalité entre hommes et femmes soient appliqués. La commission devra être composée d'un nombre quasiment égal d'hommes et de femmes.
- Envisager l'imposition de quotas internes pendant une période donnée et convenue afin d'accroître le nombre de femmes à tous les échelons du parti.
- Adopter des règles démocratiques et transparentes dans la constitution et les statuts du parti et veiller à leur application. Promouvoir la transparence dans le processus de sélection des candidats afin d'instaurer des critères de sélection clairs et compréhensibles.
- Intégrer les questions féminines à tous les volets du programme du parti.
- Former et financer les sections, ailes et commissions féminines des partis pour qu'elles servent de forum ouvert aux femmes afin que ces dernières puissent participer de façon significative à la politique du parti et à ses procédures, à la sélection des dirigeants et des candidats. Elles devraient également leur permettre de discuter des problèmes qui les préoccupent, de s'entraider, d'entrer en contact les unes avec les autres et d'apprendre l'art essentiel de la politique et de la sensibilisation, et non être des organes symboliques de représentation féminine.
- Analyser les systèmes électoraux et la législation pour mesurer leur impact sur la participation des femmes à la vie politique. Elaborer des plans visant à lever les obstacles identifiés grâce aux réformes constitutionnelles, législatives et réglementaires.
- Œuvrer pour accroître la crédibilité et la visibilité des femmes en encourageant les partenariats entre militantes et dirigeants des partis.
- Intensifier les contacts avec les électrices en se servant du programme du parti pour élaborer des messages pour et sur les femmes. Mettre sur pied une banque de données au siège du parti pour stocker des informations sur les initiatives à l'intention des électrices.
- Encourager les internationales de partis à mettre en œuvre des stratégies qui pousseront les membres des partis à accroître le nombre de femmes militantes, candidates et élues.
- Aider les adhérentes, les candidates et les élues pour qu'elles aient un accès aux médias traditionnels tels que la radio, la presse écrite et la télévision. Faciliter les relations entre les femmes politiques et les journalistes, en particulier les femmes journalistes.
- Exploiter l'image des femmes perçues comme étant honnêtes, directes et enclines à la compassion au moment de formuler des messages destinés aux médias et de choisir le porte-parole du parti.
- Se servir de la technologie disponible dans les structures du parti et du gouvernement pour satisfaire les besoins des femmes et les informer des politiques publiques et des programmes gouvernementaux.

4

Encourager une plus forte participation des femmes dans les processus de décision gouvernementaux et plaider pour une législation consacrant la pleine égalité entre hommes et femmes.

- Préconiser la nomination d'un plus grand nombre de femmes à des fonctions officielles et à des postes de haut niveau (cabinet ministériel). Localiser des femmes expertes en politique susceptibles d'occuper des fonctions officielles et encourager ces dernières à se faire des relations avec des hommes et des femmes qui appuieront leur future nomination.
- Diversifier les portefeuilles des femmes ministres pour qu'elles ne soient pas reléguées aux questions sociales.
- Elaborer des programmes de formation, notamment formation au leadership, pour préparer les femmes à leur rôle de représentante officielle du gouvernement.
- Inciter les femmes à occuper des fonctions dans l'administration et promouvoir les femmes à la direction de la fonction publique, des ministères et des organismes gouvernementaux.
- Former des groupes de femmes dans les organes du pouvoir législatif pour examiner certains problèmes particuliers et participer aux travaux de coalitions réunissant divers partis.
- Promouvoir des lois consacrant une totale égalité entre hommes et femmes, notamment pour interdire la discrimination contre les femmes au niveau du recrutement et de l'avancement dans la fonction publique.
- Créer, renforcer et financer au sein de chaque département, ministère ou organisme des « bureaux de femmes » chargés de mettre sur pied des plans d'action et des projets de loi répondant aux besoins des femmes.
- Elaborer et employer des mécanismes budgétaires nationaux garantissant que les organes du gouvernement disposent des fonds nécessaires à la promotion et au lancement d'initiatives ciblées sur les femmes.
- Collecter et disséminer des données sur le nombre de femmes occupant des fonctions officielles à l'échelle nationale, provinciale ou locale (par exemple en consultant des statistiques sur le nombre des femmes dans les pouvoirs publics). Charger un organe gouvernemental ou un ministère de mettre cette information à jour et d'intervenir chaque année afin d'améliorer ces statistiques. Les pouvoirs publics devraient aussi tenir compte des analyses indépendantes des organisations non gouvernementales sur la question.
- Sensibiliser la population à l'importance des femmes dans la fonction publique grâce aux médias et autres outils d'éducation civique.
- Instaurer des lois prévoyant la prise en charge des enfants, des personnes âgées, de la famille et autres politiques appuyant le travail des femmes dans les organes gouvernementaux.
- S'associer en partenariat avec des organisations non gouvernementales pour éduquer les femmes dirigeantes et former des coalitions dans le cadre d'initiatives législatives.
- Créer des mécanismes publics afin de mesurer et de combler la « fracture numérique » existant entre hommes et femmes.

Nous, les dirigeants de partis politiques, nous engageons à poursuivre nos efforts de plaidoyer pour une plus grande participation des femmes à la vie politique et à œuvrer avec d'autres dirigeants de partis, hommes comme femmes, afin que nos partis fassent tout leur possible pour lever les obstacles qui s'opposent à la participation des femmes.

PREMIÈRES SIGNATAIRES

Madeleine K. Albright, Hôte du Forum mondial, ex-Secrétaire d'Etat, et présidente du National Democratic Institute (Etats-Unis)

Nazma Akhtar, Présidente de la Central Mahila Jubo League de la Awami League (Bangladesh)

Zainab Bangura, Fondatrice et présidente du Mouvement pour le progrès et ancienne candidate aux élections présidentielles (Sierra Leone)

Aicha Belhadjar, Secrétaire nationale aux affaires féminines et familiales du Mouvement pour une société pacifique (Algérie)

Soumaia Benkhaldoun, Membre de la Chambre des Représentants (Maroc)

Winnie Byanyima, Députée à l'Assemblée Nationale (Ouganda)

Maria Eugenia Campos, Conseillère du Ministre de la gouvernance (Mexique)

Indranie Chandarpal, Députée à l'Assemblée Nationale et secrétaire générale de la section féminine du Parti progressiste du peuple (Guyane)

Fanta Mantchini Diarra, Députée à l'Assemblée Nationale, fondatrice et vice-présidente du Congrès national pour l'initiative démocratique (Mali)

Téninké Dioubaté, Membre de la direction nationale de l'Union des forces républicaines (Guinée)

Gefarina Djohan, Adjointe au secrétaire général du Parti de l'éveil national (Indonésie)

Geraldine A. Ferraro, ancienne Membre du Congrès des Etats-Unis et ex-candidate à la vice-présidence des Etats-Unis (Etats-Unis).

Lourdes Flores Nano, Vice-présidente des Démocrates chrétiens et de l'Internationale des Partis du peuple, présidente du Parti populaire chrétien, présidente de l'Alliance de l'Union nationale et ancienne candidate aux élections présidentielles (Pérou)

Sarita Giri, Directrice du Centre des femmes politiques et porte-parole du comité central du Parti Sadbhavana du Népal (Népal)

Slavica Grkovska, Membre du Parlement et du comité central de l'Union sociale démocrate (Macédoine)

Temi Harriman, Membre de la Chambre des Représentants (Nigeria)

Julissa Hernández, Coordinatrice de l'Unité pour les relations du Cabinet avec la société civile (République Dominicaine)

Tolekan Ismailova, Directeur général de la Fondation du développement démocratique et directeur général de la Société civile contre la corruption (Kirghizistan)

Aminata Faye Kassé, Présidente du Conseil des femmes sénégalaises (Sénégal)

Farida Khanom, Secrétaire aux affaires des étudiantes du Parti nationaliste du Bangladesh (Bangladesh)

Dwi Ria Latifa, Membre de la Chambre des Représentants (Indonésie)

Karolina Leaković, Secrétaire des relations publiques et secrétaire général du Forum féminin du Parti social-démocrate (Croatie)

Maria Leissner, Ambassadeur de Suède au Guatemala (Suède)

Supatra Masdit, Présidente du Centre des femmes dans la politique de la Région Asie Pacifique (Thaïlande)

Audrey McLaughlin, Membre du Parlement et ancienne dirigeante du Nouveau parti démocrate (Canada)

Beatriz Merino Lucero, Premier Ministre (Pérou)

Samia Moualfi, Membre du Parlement et du comité central du Front national de libération (Algérie)

Annemie Neyts-Uyttebroeck, Ministre d'Etat, Membre du Parlement et présidente de l'Internationale libérale (Belgique)

Cynthia Ximena Prado Quiroga, Secrétaire aux affaires féminines de la Nouvelle force républicaine (Bolivie)

Kane Nana Sanou, Secrétaire aux relations extérieures du Mouvement pour l'indépendance, la renaissance et l'intégration de l'Afrique (Mali)

Tioulong Saumura, Membre du Parlement (Cambodge)

Mu Sochua, Ministre des affaires féminines et des anciens combattants, et secrétaire générale adjointe du FUNCINPEC (Cambodge).

Alice Sumani, Ministre des affaires féminines et des services communautaires et Membre de l'Assemblée nationale (Malawi).

Fauzia Wahab, Députée à l'Assemblée Nationale et coordinatrice centrale de la Cellule des droits de la personne au Parti du peuple du Pakistan (Pakistan)

Jeanne Claude Wilkinson, Membre de l'Assemblée nationale (Guinée)

Chitra Lekha Yadav, Présidente adjointe de la Chambre des Représentants (Népal)